



29 mai 2015

ELIOR SA

Rapport intermédiaire

Octobre 2014 - Mars 2015

61/69 rue de Bercy 75589 Paris Cedex 12, France –Tel: +33 (0)1 40 19 50 78 – Fax +33 (0)1 40 19 51 65
www.elior.com

Elior
Société anonyme
Capital 1 644 076,06 euros
408 168 003 R.C.S. Paris
Siège social : 61/69, rue de Bercy - 75012 Paris

1.1 ANALYSE DES RÉSULTATS POUR LE SEMESTRE CLOS LES 31 MARS 2015 ET 31 MARS 2014

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014
Chiffre d'affaires	2 822,7	2 671,9
Achats consommés	(866,9)	(808,3)
Charges de personnel	(1 294,3)	(1 241,2)
Autres frais opérationnels	(420,3)	(391,1)
Impôts et taxes (*)	(37,3)	(36,0)
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées	0,6	0,8
EBITDA	204,4	196,0
Amortissements et provisions opérationnels courants	(77,7)	(69,7)
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises	126,7	126,3
Autres produits et charges opérationnels non courants	(16,7)	(9,4)
Résultat opérationnel incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	110,0	116,9
Charges et produits financiers nets	(42,2)	(76,9)
Résultat avant impôt	67,9	40,0
Impôt sur les résultats	(30,1)	(22,5)
Résultat de la période	37,7	17,5
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	(2,5)	(3,3)
Résultat net part du Groupe	40,2	20,8
Bénéfice net par action (en euros)	0,24	0,19

(*) Pour le semestre clos au 31 mars 2014, y inclus un retraitement de la charge d'« impôts et taxes » autres que l'impôt sur les résultats par rapport à la publication initiale au titre de l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 5. aux comptes consolidés intermédiaires condensés et note 1.1.6 ci après).

1.1.1 Variations de périmètre

La seule variation du périmètre de consolidation du Groupe intervenue au cours du premier semestre de l'exercice 2014-2015 clos le 31 mars 2015 est l'acquisition de la société anglaise Lexington, opérateur de la restauration collective établi au Royaume Uni. Le chiffre d'affaires de Lexington, particulièrement actif dans les Secteurs Entreprises dans la City de Londres avoisine 30 millions de livres sterling. Pour les 6 mois clos le 31 mars 2015, Lexington a contribué au chiffre d'affaires consolidé à hauteur de 24,8 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 1,5 million d'euros.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2013-2014 clos le 31 mars 2014, les variations du périmètre de consolidation du Groupe ont résulté des cessions d'activités opérées en concessions au Maroc et en Argentine et jugées non stratégiques qui ont été cédées en décembre 2013 et qui généraient un chiffre d'affaires d'environ 20 millions d'euros sur une année pleine. Pour les 6 mois clos le 31 mars 2014, ces activités ont contribué au chiffre d'affaires consolidé à hauteur de 2,9 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 0,4 million d'euros.

1.1.2 Chiffre d'affaires

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé par zone géographique ainsi que la répartition de la progression du chiffre d'affaires entre croissance organique, changements du périmètre de consolidation et impact de la variation des cours de change pour chaque région et pour l'ensemble du Groupe.

EN MILLIONS D'EUROS	6 mois 2014-2015	6 mois 2013-2014	Croissance organique	Effet Jours	Variations de périmètre	Ecart de change	Variation totale
France	1 437,1	1 425,1	0,6%	0,2%	0,0%	0,0%	0,8%
Reste Europe	1 039,6	956,5	4,7%	0,0%	2,6%	1,4%	8,7%
Reste Monde	346,1	290,2	6,8%	0,0%	-1,4%	13,8%	19,3%
TOTAL GROUPE	2 822,7	2 671,9	2,8%	0,1%	0,8%	1,9%	5,6%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 2 822,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2014-2015. La progression de 5,6% par rapport au 1^{er} semestre 2013-2014 reflète la solide croissance organique de 2,8% sur la période. L'acquisition en octobre 2014 de la société Lexington au Royaume-Uni génère une croissance supplémentaire de 0,8%, nette de l'effet des cessions d'activités non stratégiques opérées en 2013 en concessions en Argentine et au Maroc. La variation des cours de change a un impact net positif de 1,9%, principalement dû à l'évolution des cours du dollar américain et de la livre sterling par rapport à l'euro. La part du chiffre d'affaires réalisé à l'international s'élève à 49,1% au 1^{er} semestre 2014-2015, contre 46,7% au 1^{er} semestre 2013-2014.

Le tableau ci-après présente, pour les six principaux marchés du Groupe, la répartition du chiffre d'affaires consolidé, ainsi que les taux de croissance réalisés au cours des six mois du semestre.

EN MILLIONS D'EUROS	6 mois 2014-2015	6 mois 2013-2014	Croissance organique	Effet Jours	Variations de	Ecart de change	Variation totale
entreprises et administrations	947,2	876,5	3,1%	0,3%	2,8%	1,8%	8,1%
enseignement	624,7	613,0	0,3%	0,0%	0,0%	1,6%	1,9%
santé	531,7	500,9	3,3%	0,0%	0,0%	2,9%	6,2%
restauration collective & support services	2 103,5	1 990,3	2,3%	0,1%	1,2%	2,0%	5,7%
autoroutes	248,4	232,0	5,1%	0,0%	0,0%	1,9%	7,1%
aéroports	291,2	268,4	6,6%	0,0%	-1,2%	3,1%	8,5%
ville et loisirs	179,6	181,1	-0,8%	0,0%	-0,4%	0,3%	-0,8%
restauration de concessions & travel retail	719,2	681,5	4,1%	0,0%	-0,6%	2,0%	5,5%
TOTAL GROUPE	2 822,7	2 671,9	2,8%	0,1%	0,8%	1,9%	5,6%

1.1.2.1 Restauration collective & support services

Le chiffre d'affaires de l'activité restauration collective & support services progresse de 113,2 millions d'euros, soit +5,7% par rapport au 1^{er} semestre 2013-2014 pour s'élever à 2 103,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014-2015. Il représente 75% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

La croissance organique sur la période est de 2,3%, résultant d'un niveau d'activité particulièrement élevé à l'international.

L'impact de l'acquisition de Lexington s'élève à 24,8 millions d'euros pour la période. Ainsi la croissance résultant des variations de périmètre représente 1,2% du chiffre d'affaires de l'activité restauration collective & support services.

Enfin l'impact de la variation des taux de change est positif de 2,0% sur la période.

En France, la croissance organique est positive de 0,7% sur la période, indiquant une accélération au second trimestre (+1,1% après un 1^{er} trimestre à 0,4%) et portant le chiffre d'affaires à 1 124,1 millions d'euros.

- Le marché entreprises bénéficie de la hausse de chiffre d'affaires au couvert mais subit une baisse de la fréquentation.
- Le chiffre d'affaires de l'enseignement progresse, notamment grâce à la contribution du contrat de restauration des collèges du Conseil Général des Hauts de Seine et à l'amélioration de la fréquentation et du ticket moyen sur la période.
- Sur le marché de la santé, le chiffre d'affaires progresse, tiré par la performance sur les sites existants ainsi que par l'ouverture de nouveaux sites.

A l'**international**, le chiffre d'affaires progresse de 11,6% pour s'établir à 979,4 millions d'euros. La croissance organique de 4,3% est tirée par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Espagne, alors que l'Italie recule légèrement. La croissance externe provenant de l'acquisition de Lexington au Royaume-Uni et l'effet positif de l'évolution des taux de change génèrent respectivement une croissance supplémentaire de 2,8% et 4,6%.

- Le marché entreprises enregistre une croissance organique soutenue sur la période, grâce à un niveau d'activité élevé en Espagne, aux Etats-Unis et en Italie. Au seul second trimestre, le rythme de croissance a ralenti en Italie, ne bénéficiant plus de l'effet favorable du contrat avec Itinere qui a démarré en novembre 2013. L'acquisition de Lexington contribue au chiffre d'affaires à hauteur de 24,8 millions d'euros.
- Sur le marché de l'enseignement, le recul de l'activité en Italie est partiellement compensé par la croissance constatée sur les autres régions, principalement en Espagne et au Royaume-Uni.
- Le marché de la santé affiche une forte croissance grâce à la bonne performance des activités aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Espagne.

1.1.2.2 Restauration de concessions & travel retail

Le chiffre d'affaires de l'activité restauration de concessions & travel retail progresse de +5,5% par rapport au 1^{er} semestre 2013-2014 pour s'élever à 719,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014-2015. Il représente 25% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur le semestre qui représente pour les activités de concessions la basse saison de l'exercice.

La croissance organique au cours de la période est de 4,1%, indiquant un léger ralentissement au 2^{ème} trimestre. Les variations de périmètre résultant de la cession en décembre 2013 des filiales de concessions en Argentine et au Maroc entraînent une baisse de 0,6% du chiffre d'affaires.

Enfin les variations des taux de change, notamment du dollar américain, ont un impact positif de 2,0% au cours de la période.

En France, Allemagne, Belgique et Italie, le chiffre d'affaires progresse de 4,9% par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 432,5 millions d'euros. Cette croissance est le strict reflet d'une croissance organique soutenue en l'absence de variation de périmètre.

- Le marché autoroutes bénéficie de la forte croissance constatée en Italie grâce à l'ouverture de nouvelles aires, alors que le niveau d'activité reste stable en France.
- La croissance du chiffre d'affaires sur le marché aéroports est tirée par une hausse significative de l'activité en Italie liée à la bonne performance constatée dans les aéroports de Rome et de Milan Linate notamment et au démarrage de nouveaux contrats dans les aéroports d'Alghero, de Gênes, de Lamezia, de Pise et de Turin. En France le niveau d'activité est affecté par la perte du contrat du terminal 1 de l'aéroport de Nice à compter de janvier 2015.

- Le marché ville et loisirs progresse sur le semestre. La bonne fréquentation constatée sur les parcs de loisirs en France et en Allemagne s'est poursuivie au 2^{ème} trimestre. L'activité dans les gares a été affectée par les attentats en France début janvier 2015 ainsi que par les travaux en cours actuellement en Gare du Nord.

Dans la péninsule ibérique et les Amériques, la croissance de 6,5% sur la période porte le chiffre d'affaires à 286,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014-2015. La croissance organique s'élève à 3,0%.

- Le marché autoroutes bénéficie de la montée en puissance des aires d'autoroutes aux Etats-Unis malgré les conditions climatiques difficiles au 2^{ème} trimestre et de l'augmentation du chiffre d'affaires dans la péninsule ibérique également au 2^{ème} trimestre.
- Le marché aéroports bénéficie de l'ouverture de nouveaux points de vente aux Etats-Unis, notamment à Los Angeles et Chicago, et de la croissance enregistrée sur les aéroports espagnols, notamment celui de Madrid Barajas où l'ensemble des nouveaux concepts ont été ouverts et où le chiffre d'affaires progresse plus rapidement que le trafic sur la période.

1.1.3 Achats consommés

Ce poste a augmenté de 58,6 millions d'euros, soit de 7,2%, passant de 808,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 866,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015. Le tableau ci-dessous présente la valeur des achats consommés par activité pour les périodes indiquées ci-après ainsi qu'en pourcentage du chiffre d'affaires de chaque activité.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014
Achats consommés		
restauration collective & support services	(663,2)	31,5%
restauration de concessions & travel retail	(214,3)	29,8%
sièges, holdings et achats	10,6	–
Total	(866,9)	30,7%

1.1.3.1 Restauration collective & support services

Les achats consommés de l'activité restauration collective & support services ont augmenté de 48,7 millions d'euros, soit 7,9 %, passant de 614,5 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2014 à 663,2 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2015. L'acquisition de Lexington en octobre 2014 a contribué à cette augmentation à hauteur de 7,8 millions d'euros.

Le poste achats consommés a légèrement augmenté sur la période en termes de pourcentage du chiffre d'affaires, passant de 30,9% pour le semestre clos le 31 mars 2014, à 31,5% pour le semestre clos le 31 mars 2015. Le ratio étant stable pour les activités de restauration collective & support services en France, cette augmentation concerne principalement les filiales à l'international : En particulier aux USA THS a vu son ratio d'achats augmenter de 1,0 pt par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent en raison de la hausse des prix alimentaires partiellement répercutee aux clients et de l'évolution de son mix clients et contrats, tandis que le ratio d'achats de Serunión en Espagne a augmenté de 0,7 pt du chiffre d'affaires également en raison de l'évolution de son mix clients et contrats. Par ailleurs l'Italie bénéficie encore de l'impact positif sur son ratio d'achats du démarrage du contrat de restauration embarquée intervenu au cours du 1^{er} trimestre de l'exercice clos le 30 septembre 2014 et dont le mix produits et le ratio de coût matières est, en raison de la nature de l'activité, significativement plus faible que sur les autres activités de restauration collective, et également d'une meilleure efficience dans la gestion des coûts matières sur le reste de ses activités.

1.1.3.2 Restauration de concessions & travel retail

Les achats consommés de l'activité restauration de concessions & travel retail ont augmenté de 10,4 millions d'euros, soit 5,1 %, passant de 203,9 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2014 à 214,3 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2015, principalement en relation avec l'ouverture de nouveaux sites et points de vente sur les aéroports en Italie. En termes de ratio, il a légèrement diminué passant de 29,9% pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 29,8% pour le semestre clos le 31 mars 2015.

1.1.4 Charges de personnel

Les charges de personnel ont augmenté de 53,1 millions d'euros, soit 4,3 %, passant de 1 241,2 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2014 à 1 294,3 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2015. Elles ont diminué en termes de pourcentage du chiffre d'affaires, passant de 46,5% à 45,9% résultant des efforts de productivité engagés sur la période en restauration collective.

Le tableau suivant présente les charges de personnel par segment pour les périodes indiquées, également exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires de chaque segment.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014
Charges de personnel		
restauration collective & support services	(1 008,7)	48,0%
restauration de concessions & travel retail	(260,7)	36,2%
sièges, holdings et achats ⁽¹⁾	(25,0)	–
Total	(1 294,3)	45,9%
		(1 241,2) 46,5%

(1) Représente les charges de personnel liées aux sièges, holdings et achats (y compris le service informatique) facturées aux entités opérationnelles au titre de la direction et des services communs. Les factures correspondantes ne présentant pas une répartition par nature des charges facturées, elles ne peuvent pas être allouées aux charges par nature des segments opérationnels du Groupe. En conséquence, elles sont constatées comme une réduction du poste « Autres frais opérationnels » pour le segment sièges, holdings et achats.

1.1.4.1 Restauration collective & support services

Les charges de personnel de l'activité restauration collective & support services ont augmenté de 42,2 millions d'euros, soit 4,4%, passant de 966,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 1 008,7 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2015. Cette augmentation résulte notamment de l'effet de l'acquisition de Lexington au cours de la période, laquelle a contribué à hauteur de 13,3 millions d'euros à l'augmentation totale de ces charges, ainsi que de l'augmentation des charges de personnel au Royaume-Uni et aux Etats-Unis en lien avec celle de l'activité.

Les charges de personnel de cette activité ont diminué en termes de pourcentage de chiffre d'affaires, passant de 48,6% lors du semestre clos le 31 mars 2014 à 48,0% lors du semestre clos le 31 mars 2015. Cette diminution est observée pour l'ensemble des filiales internationales, et plus particulièrement au Royaume-Uni (optimisation des charges de personnel) et en Italie (développement de nouveaux concepts moins coûteux en Main d'œuvre, impact des plans de productivité et arrêt de contrats non rentables en facilities management).

1.1.4.2 Restauration de concessions & travel retail

Les charges de personnel de l'activité restauration de concessions & travel retail ont augmenté de 7,1 millions d'euros, soit 2,8 %, passant de 253,6 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2014 à 260,7 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2015. Ceci résulte notamment de l'augmentation des charges de personnel en concessions Italie, à la suite de l'ouverture de nouveaux sites et de points de vente sur les aéroports.

Sur le reste du périmètre, la baisse de charges de personnel sur les concessions France, Belgique et Allemagne (gains de productivité et optimisation des charges du personnel) est compensée par une augmentation de ces charges aux USA (en lien avec l'activité soutenue qui y est enregistrée).

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les charges de personnel pour ce segment ont reculé, passant de 37,2% lors du semestre clos le 31 mars 2014 à 36,2 % lors du semestre clos le 31 mars 2015. Cette réduction résulte principalement d'un ratio de charges de personnel moins élevé pour les activités opérées en France, Allemagne et Belgique (cf raisons évoquées ci-dessus).

1.1.5 Autres frais opérationnels

Les autres frais opérationnels ont augmenté de 29,2 millions d'euros, soit 7,5%, passant de 391,1 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2014 à 420,3 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2015.

Le tableau suivant présente les autres frais opérationnels pour les périodes indiquées, également exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires pour chaque segment.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014
Autres frais opérationnels		
restauration collective & support services	(226,1)	10,7%
restauration de concessions & travel retail	(206,0)	28,6%
sièges, holdings et achats ⁽¹⁾	11,8	–
Total	(420,3)	14,9%
(en millions d'euros et % de CA)		
(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014

⁽¹⁾ Représente la part du chiffre d'affaires facturée aux entités opérationnelles par les sièges, holdings et achats (y compris le service informatique) au titre de la direction et des services communs. Les factures correspondantes ne présentant pas une répartition par nature des charges facturées, elles ne peuvent pas être allouées aux charges par nature des segments opérationnels du Groupe. En conséquence, elles sont constatées comme une réduction du poste « Autres frais opérationnels » pour le segment sièges, holdings et achats et représentent principalement des charges de personnel.

1.1.5.1 Restauration collective & support services

Les autres frais opérationnels de l'activité restauration collective & support services ont augmenté de 15,7 millions d'euros, soit 7,5%, passant de 210,4 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 226,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015. L'acquisition de Lexington représente 2,1 millions d'euros de cette augmentation, tandis qu'en Italie, l'augmentation du recours à la sous-traitance s'explique par le démarrage, en novembre 2013, du contrat de restauration à bord des trains conclu par le Groupe. Aux USA, les frais opérationnels de THS ont augmenté de 3,0 millions d'euros en lien avec le développement de l'activité.

En pourcentage de chiffre d'affaires, les autres frais opérationnels de l'activité restauration collective & support services sont demeurés stables d'un exercice sur l'autre.

1.1.5.2 Restauration de concessions & travel retail

Les autres frais opérationnels de l'activité restauration de concessions & travel retail ont augmenté de 17,4 millions d'euros, soit 9,2%, passant de 188,6 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 206,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015, en particulier en Italie (reprise de nouveaux sites et ouverture de nouveaux points de vente sur sites existants) et en concessions France (avec notamment sur la ville, les impacts (i) d'une régularisation de charges de redevances sur exercices antérieurs sur le Musée du Louvre, et (ii) de la tenue sur l'exercice en cours du salon biennal de l'Automobile). En pourcentage du chiffre d'affaires, les autres frais opérationnels ont légèrement augmenté - passant de 27,7% à 28,6% - d'un semestre sur l'autre.

1.1.6 Impôts et taxes

Pour le semestre clos le 31 mars 2014 le poste impôts et taxes a été retraité par rapport au publié initial afin de tenir compte de l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 applicable à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} octobre 2014 (cf. note 5. aux comptes consolidés intermédiaires condensés). L'impact de ce retraitement s'établit à 4,4 millions d'euros au 31 mars 2015 et n'entraîne pas d'incidence sur l'évolution du poste entre les semestres clos les 31 mars 2015 et 2014.

Le poste impôts et taxes a augmenté de 1,3 million d'euros, soit 3,6%, passant de 36,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 37,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015. Ils demeurent stables en pourcentage du chiffre d'affaires. Le tableau suivant présente les impôts et taxes pour chaque segment pour les périodes indiquées, également exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2015	2014		
Impôts et taxes				
restauration collective & support services	(25,7)	1,2%	(25,1)	1,3%
restauration de concessions & travel retail	(10,1)	1,4%	(9,8)	1,4%
sièges, holdings et achats	(1,4)	–	(1,1)	–
Total	(37,3)	1,3%	(36,0)	1,3%

1.1.6.1 Restauration collective & support services

Les impôts et taxes de l'activité restauration collective & support services ont augmenté de 0,6 million d'euros, soit 2,4%, passant de 25,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 25,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015.

1.1.6.2 Restauration de concessions & travel retail

Les impôts et taxes pour l'activité restauration de concessions & travel retail ont augmenté de 0,3 million d'euros, passant de 9,8 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 10,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015. En revanche, en pourcentage du chiffre d'affaires, les impôts et taxes sont restés stables d'un semestre sur l'autre à 1,4% du chiffre d'affaires.

1.1.7 EBITDA

Le tableau suivant présente l'EBITDA par segment pour les deux semestres, également exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires pour chaque segment.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars		Delta EBITDA	Marge	Marge
	2015	2014		2015	2014
restauration collective & support services					
France	105,5	104,7	0,8	9,4%	9,4%
Reste du Monde	74,2	69,2	5,0	7,6%	7,9%
Total restauration collective & support services	179,7	173,9	5,8	8,5%	8,7%
restauration de concessions & travel retail					
France, Allemagne, Belgique, Italie	18,7	15,9	2,8	4,3%	3,9%
Péninsule Ibérique et Amériques	10,0	10,4	(0,4)	3,5%	3,9%
Total restauration de concessions & travel retail	28,7	26,3	2,4	4,0%	3,9%
sièges et holdings non affecté	(4,0)	(4,2)	0,2		
TOTAL GROUPE	204,4	196,0	8,4	7,2%	7,3%

L'EBITDA du Groupe a augmenté de 8,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014-2015 pour atteindre 204,4 millions d'euros, soit une marge de 7,2% du chiffre d'affaires, contre une marge de 7,3% au 1^{er} semestre 2013-2014. Les variations de change (essentiellement USD et GBP) ont eu un impact positif de 4 millions d'euros sur les résultats opérationnels du groupe au 31 mars 2015 mais un impact légèrement dilutif sur le taux de marge d'EBITDA.

1.1.7.1 Restauration collective & support services

L'EBITDA s'élève à 179,7 millions d'euros (contre 173,9 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2013-2014), soit une marge de 8,5% du chiffre d'affaires, en léger retrait d'une année sur l'autre.

L'acquisition de Lexington en octobre 2014 contribue pour 1,5 million d'euros à cette augmentation.

En France, il s'établit à 105,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014-2015, soit une marge de 9,4% du chiffre d'affaires, stable par rapport au 1^{er} semestre 2013-2014. La bonne performance de l'activité entreprises permet de compenser le léger recul constaté dans l'enseignement et dans la santé.

A l'international, il progresse de 5,0 millions d'euros et s'élève à 74,2 millions d'euros, représentant une marge de 7,6% du chiffre d'affaires, en retrait par rapport au 1^{er} semestre 2013-2014 (7,9%). Il bénéficie de la croissance du chiffre d'affaires aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Le taux de marge d'EBITDA est également affecté de façon temporaire par l'intégration en cours de la société Lexington acquise au Royaume Uni au début de l'exercice en cours.

1.1.7.2 Restauration de concessions & travel retail

L'EBITDA s'élève à 28,7 millions d'euros (contre 26,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013-2014), soit une marge de 4,0% du chiffre d'affaires (contre 3,9% pour le semestre clos le 31 mars 2014).

En France, Allemagne, Belgique et Italie, il s'élève à 18,7 millions d'euros (contre 15,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013-2014), représentant un taux de marge de 4,3% du chiffre d'affaires, en progression de 40 points de base par rapport au 1^{er} semestre 2013-2014. La bonne performance enregistrée dans les activités italiennes et sur le marché ville et loisirs en France compense largement le recul de la profitabilité dans les aéroports français sur la période. La marge reste stable pour les autoroutes en France.

Dans la péninsule ibérique et les Amériques, l'EBITDA est stable par rapport au 1er semestre 2013-2014, à 10,0 millions d'euros, malgré une hausse de l'activité sur la période.

Il est à noter que le niveau de marge d'EBITDA en concessions est fortement affecté par la saisonnalité des opérations, les deux premiers trimestres de l'exercice connaissant un niveau d'activité très significativement plus faible que les deux derniers.

1.1.8 Amortissements et provisions opérationnels courants

Les amortissements et provisions opérationnels courants ont augmenté de 8,0 millions d'euros, soit 11,5 %, passant de 69,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 77,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015.

Le tableau suivant présente les amortissements et provisions opérationnels courants par segment en montant et en pourcentage du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014
Amortissements et provisions opérationnels courants		
restauration collective & support services	(36,2)	1,7%
restauration de concessions & travel retail	(40,6)	5,6%
sièges, holdings et achats	(0,8)	–
Total	(77,7)	2,8%

1.1.8.1 Restauration collective & support services

Les amortissements et provisions opérationnels courants de l'activité restauration collective & support services ont augmenté de 3,3 millions d'euros, soit 10,0%, passant de 32,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 36,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015. Cette augmentation s'explique notamment par des charges d'amortissements plus élevées aux USA.

1.1.8.2 Restauration de concessions & travel retail

Les amortissements et provisions opérationnels courants de l'activité restauration de concessions & travel retail ont augmenté de 4,5 millions d'euros, soit 12,5 %, passant de 36,1 millions pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 40,6 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015. Cette augmentation est principalement due aux investissements sur les contrats opérés aux Etats-Unis et mis en service au cours de l'exercice précédent ainsi qu'à la charge d'amortissements supplémentaires générée par les sites rénovés des autoroutes en France.

1.1.9 Autres produits et charges opérationnels non courants

Ce poste a représenté une charge nette de 16,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015, notamment en raison de (i) l'amortissement des actifs incorporels (marque et relations clients) comptabilisés au titre de la consolidation initiale de THS aux Etats-Unis et de Lexington au Royaume-Uni pour un montant total de 4,1 millions d'euros (THS : 3,1 millions d'euros, Lexington 1,0 million d'euros) dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition, (ii) du passage en perte de la quote-part des frais d'émission précédemment capitalisés et non amortis pour un montant de 8,6 millions d'euros correspondant aux montants remboursés au titre du SFA, suite au refinancement de la dette senior du Groupe réalisé au mois de décembre 2014 et (iii) de l'enregistrement d'une provision pour restructuration pour 3,0 millions d'euros.

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe ont représenté une charge nette de 9,4 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 et correspondaient principalement à (i) la charge d'amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition de THS (relations clients) pour un montant de 2,7 millions d'euros, (ii) la perte comptabilisée dans le cadre de la cession de l'activité de concession en Argentine et au Maroc pour un montant de 2,5 millions d'euros, (iii) la charge d'escompte sur la cession de la créance de CICE 2013 intervenue en Mars 2014 et (iv) des charges et honoraires au titre des travaux d'introduction en bourse.

1.1.10 Charges et produits financiers nets

Les charges financières nettes ont diminué de 34,7 millions d'euros, soit (45,1)%, passant de 76,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 42,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015. Cette baisse s'explique principalement par les remboursements partiels de l'endettement effectués en juin 2014 suite à l'IPO et en décembre 2014 dans le cadre du refinancement de la dette senior, ainsi que par la baisse des marges de taux d'intérêt obtenue lors du refinancement de la dette senior intervenu en décembre 2014 et par l'amélioration des conditions financières de la titrisation obtenue au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours.

1.1.11 Impôts sur les résultats

La charge d'impôts du Groupe a augmenté de 7,6 millions d'euros, soit 34,1%, passant de 22,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014 à 30,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015 soit un taux effectif d'impôt de 30% ou 44% y inclus l'impact de la CVAE. Cette hausse est principalement expliquée par la croissance du résultat taxable du premier semestre clos le 31 mars 2015 par rapport au semestre équivalent de l'exercice précédent.

1.1.12 Résultat net part du Groupe et bénéfice net par action

En raison des facteurs décrits ci-dessus et notamment en raison de la diminution des coûts de l'endettement financier et malgré des charges non courantes plus élevées, le Groupe a terminé le semestre clos le 31 mars 2015 avec un résultat net part du Groupe de 40,2 millions d'euros presque doublé en comparaison du bénéfice net part du Groupe de 20,8 millions d'euros enregistré pour le semestre clos le 31 mars 2014.

Le bénéfice net par action calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions Elior totalement dilué au cours du semestre clos le 31 mars 2015 s'élève à 0,24 euros contre 0,19 euros au cours du semestre de l'exercice précédent soit une multiplication par 1,26.

1.2 FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE POUR LE SEMESTRE CLOS LES 31 MARS 2015 ET 31 MARS 2014

Le tableau ci-dessous résume les flux de trésorerie du Groupe pour les semestres clos les 31 mars 2015 et 2014.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014
Flux de trésorerie liés à l'activité	(12,9)	11,3
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(110,1)	(100,0)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	110,3	150,0
Incidence de la variation des taux de change et autres variations	(45,6)	(2,8)
Variation de trésorerie nette	(58,3)	58,6

1.2.1 Flux de trésorerie liés à l'activité

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie du Groupe résultant de l'activité au titre des semestres clos les 31 mars 2015 et 31 mars 2014.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014
EBITDA	204,4	196,0
Variation des besoins en fonds de roulement	(121,7)	(86,8)
Intérêts versés	(38,9)	(74,1)
Impôts versés	(9,9)	0,1
Autres flux de trésorerie (y compris dividendes reçus d'entreprises associées)	(46,8)	(24,0)
Flux de trésorerie liés à l'activité	(12,9)	11,3

Les décaissements de trésorerie liés à l'activité se sont élevés à 12,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015 alors que pour le semestre clos le 31 mars 2014 les encaissements se sont élevés à 11,3 millions d'euros.

1.2.1.1 Variation des besoins en fonds de roulement

La variation des besoins en fonds de roulement a conduit à une augmentation des décaissements de trésorerie au cours du semestre clos le 31 mars 2015 (121,7 millions d'euros) par rapport à l'année précédente (86,8 millions d'euros). Cette évolution conforme à la saisonnalité habituelle de BFR du Groupe reflète cependant également (i) l'impact de cessions ponctuelles sans recours de créances espagnoles réalisées au cours du semestre clos le 31 mars 2014 pour un montant de 17,0 millions d'euros suite à la décision du gouvernement espagnol de réduire ses délais de paiement et non reconduites sur l'exercice en cours et (ii) à un léger accroissement des délais de paiement des clients dans certaines filiales (USA, Royaume-Uni, Italie).

1.2.1.2 Impôts versés

Les impôts versés comprennent l'impôt sur les sociétés payé dans toutes les zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère. Ils comprennent également la taxe italienne IRAP (*Imposta Regionale Sulle Attività Produttive*) et la taxe française CVAE.

Le montant des impôts décaissés au titre du semestre clos le 31 mars 2015 est de 9,9 millions d'euros contre un encaissement de 0,1 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2014. Cette augmentation est essentiellement liée à des paiements d'impôts intervenus au titre de cessions d'actifs réalisés au cours de l'exercice précédent. Le premier semestre de l'exercice précédent avait également enregistré un remboursement d'impôt en France non reproduit sur l'exercice en cours.

1.2.1.3 Autres flux de trésorerie

Les autres flux de trésorerie comprennent principalement des encaissements et décaissements de trésorerie relatifs (i) aux revenus et dépenses non récurrents figurant sous l'intitulé « Autres produits et charges opérationnels non courants » dans le compte de résultat consolidé du Groupe et (ii) aux paiements effectués en relation avec les ajustements de mise à la juste valeur lors de l'affectation du coût d'acquisition des filiales consolidées réalisées au cours des exercices antérieurs conformément aux normes IFRS. Les décaissements nets de trésorerie s'élevaient à 46,8 millions d'euros et 24,0 millions d'euros pour les semestres clos respectivement aux 31 mars 2015 et 31 mars 2014. Les décaissements nets de trésorerie pour le semestre clos le 31 mars 2015 ont principalement consisté en (i) des charges liées à l'IPO de juin 2014 pour un montant de 22,5 millions d'euros, (ii) des coûts de restructuration pour un montant total d'environ 15,6 millions d'euros engagés principalement par Áreas, Serunión en Espagne et Elior Italie et provisionnés au 30 septembre 2014 et (iii) des charges liées aux dernières acquisitions récentes (Lexington).

1.2.2 Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Le tableau suivant présente les éléments de flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement pour les semestres clos les 31 mars 2015 et 31 mars 2014.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014
Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(90,2)	(95,6)
Acquisitions et cessions d'immobilisations financières	(0,7)	(2,6)
Acquisitions et cessions de sociétés consolidées	(19,3)	(1,8)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(110,1)	(100,0)

1.2.2.1 Dépenses d'investissements opérationnels

Les flux de trésorerie consolidée affectés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles (net des produits des ventes) sont en diminution au niveau du Groupe : 90,2 millions d'euros et 95,6 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2015 et 31 mars 2014.

Au titre de l'activité restauration collective & support services, les dépenses d'investissement représentaient 47,1 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2015 et 37,0 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2014, soit respectivement 2,2% et 1,9% du chiffre d'affaires généré par cette activité. Cette augmentation traduit des dépenses engagées au titre de nouveaux contrats en particulier en Entreprises et en Enseignement en France, ainsi qu'en Espagne et aux Etats-Unis.

Les dépenses d'investissement au titre de l'activité restauration de concessions & travel retail s'élevaient à 39,6 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2015 et 56,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014, soit respectivement 5,5% et 8,2% du chiffre d'affaires généré par le segment restauration de concessions & travel retail. Ces chiffres traduisent un net ralentissement sur l'exercice avec l'achèvement des programmes d'investissements sur les autoroutes américaines, partiellement compensé par des dépenses au titre de l'entrée sur cinq nouveaux sites aéroportuaires en Italie.

Les dépenses d'investissement au titre des sièges, holdings et sociétés d'achats ont augmenté pour s'élever à 3,5 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2015 et à 2,7 millions d'euros au 31 mars 2014 et correspondaient principalement aux investissements en logiciels et matériels informatiques.

1.2.2.2 Acquisitions et cessions d'immobilisations financières

Les décaissements nets de trésorerie consolidée au titre des acquisitions et cessions d'immobilisations financières ont représenté un montant de 0,7 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2015.

Les décaissements nets de trésorerie consolidée pour un montant de 2,6 millions d'euros générés par les acquisitions et cessions d'immobilisations au cours du semestre clos le 31 mars 2014 s'expliquent principalement par l'augmentation des prêts et des dépôts.

1.2.2.3 Acquisitions et cessions de sociétés consolidées

Les décaissements de trésorerie consolidée liés aux acquisitions et aux cessions au titre du semestre clos le 31 mars 2015 se sont élevés à 19,3 millions d'euros et concernaient principalement le paiement des titres de la société Lexington acquise en octobre 2014.

Les flux de trésorerie consolidée liés aux acquisitions au titre du trimestre clos le 31 mars 2014 se sont élevés à 1,8 million d'euros et concernaient le paiement de dettes liées aux acquisitions au titre des compléments de prix payables par THS à certains anciens actionnaires des filiales acquises, qui ont été compensés par les produits de la cession au cours du semestre des filiales du Groupe en Argentine et au Maroc.

1.2.3 Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

Le tableau suivant présente les éléments de flux de trésorerie consolidée liés aux opérations de financement au titre des semestres clos les 31 mars 2015 et 31 mars 2014.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2015	2014
Mouvements sur capitaux propres de la mère et sur prêt d'actionnaires	0,2	0,0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(8,2)	(0,4)
Emissions d'emprunts	1 083,0	186,4
Remboursements d'emprunts	(964,7)	(35,9)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	110,3	150,0

La trésorerie nette provenant des opérations de financement représentait une entrée nette de 110,3 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2015 contre une entrée nette de 150,0 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2014.

1.2.3.1 Mouvements sur capitaux propres de la mère et sur prêt d'actionnaires

Au cours du semestre clos le 31 mars 2015, l'augmentation de capital intervenue pour un montant de 0,2 million d'euros représente les sommes reçues au titre de l'exercice d'options de souscription d'actions Elior.

Aucun mouvement sur capitaux de la mère du Groupe n'est intervenu au cours du semestre clos le 31 mars 2014.

1.2.3.2 Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées

Ce poste représentait un décaissement net de 8,2 millions d'euros et de 0,4 million d'euros pour les semestres clos respectivement aux 31 mars 2015 et 31 mars 2014, et correspondait aux dividendes payés aux actionnaires minoritaires d'Áreas en Espagne et de MyChef en Italie.

1.2.3.3 Émissions d'emprunts

La trésorerie consolidée générée par les émissions d'emprunts représentait 1 083,0 millions d'euros et 186,4 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2015 et 31 mars 2014.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2015, cette trésorerie provenait principalement (i) d'une dette bancaire de 950 millions d'euros tirée par Elior SA et Elior Participations SCA dans le cadre du refinancement de l'intégralité de leurs lignes de crédit bancaire réalisée le 10 décembre 2014 (5^{ème} amendement du SFA), (ii) de la variation de l'encours de créances titrisées pour un montant de 56,6 millions d'euros et (iii) d'une dette bancaire d'un montant de 19,1 millions d'euros tirée par Áreas pour le financement des investissements de concessions aux USA.

Pour le semestre clos le 31 mars 2014, la trésorerie générée par les émissions d'emprunts correspondait principalement (i) à un montant de 124,4 millions d'euros de nouvelles titrisations de créances du fait de l'inclusion de Serunion puis d'Elior Italie dans le programme, y inclus 34,6 millions d'euros de trésorerie reçue au titre de la mobilisation de la créance de CICE 2013 et (ii) à une dette bancaire d'un montant de 57,9 millions d'euros tirée par **Areas** au titre du refinancement d'emprunts et pour financer ses investissements aux USA.

1.2.3.4 Remboursements d'emprunts

Les remboursements d'emprunts ont conduit à des décaissements nets d'un montant de 964,7 millions d'euros et 35,9 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2015 et 31 mars 2014.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2015, ces remboursements ont principalement concerné (i) un remboursement anticipé de 956,3 millions d'euros relatifs à deux lignes de crédits bancaires syndiqués d'Elior SA et d'Elior Participations SCA (comme évoqué ci-dessus lors du 5^{ème} amendement du SFA), (ii) 2,4 millions d'euros d'endettement relatif aux opérations de location-financement et (iii) 6,0 millions d'euros de dettes bancaires diverses.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2014, les remboursements ont principalement concerné l'endettement lié aux opérations de location-financement et diverses dettes bancaires de filiales consolidées (notamment **Areas**).

1.2.4 Incidence de la variation des taux de change et autres variations

Au titre premier du semestre clos le 31 mars 2015, les variations des taux de change et les autres variations ont eu un impact négatif de 45,6 millions d'euros sur la trésorerie au cours du semestre clos le 31 mars 2015 et correspondent pour un montant de 30,5 millions d'euros à des sorties de trésorerie résultant de la variation des cours de change sur la trésorerie consolidée et des couvertures des investissements nets à l'étranger et pour un montant de 15,1 millions d'euros à des commissions payées aux banques au titre du refinancement de la dette intervenu en décembre 2014 (5^{ème} amendement).

Les variations des taux de change et autres variations ont eu un impact négatif de 2,8 millions d'euros sur la trésorerie au cours du semestre clos le 31 mars 2014, principalement en raison de l'incidence combinée (i) des montants encaissés par **Areas USA** au titre de la créance financière à court terme liée au projet Florida Turnpike constatée conformément à la norme IFRIC 12 et (ii) des impacts positifs des cours de change sur la trésorerie consolidée compensés par (iii) des commissions payées aux banques au titre du repricing de la dette.

1.3 BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE

(en millions d'euros)	Au 31 mars		(en millions d'euros)	Au 31 mars	
	2015	2014		2015	2014
Actifs non courants	3 477	3 347	Capitaux Propres	1 252	608
Actifs courants hors Trésorerie	1 235	1 168	Participations ne donnant pas le contrôle	32	64
Trésorerie	159	231	Passifs non courants	2 026	2 579
Total Actif	4 871	4 746	Passifs courants	1 561	1 494
			Total Passif	4 871	4 746
			Besoin en fonds de roulement		
			opérationnels nets	(93)	(80)
			Endettement financier brut	1 729	2 482
			Endettement financier net SFA	1 586	2 273
			Ratio levier SFA (endettement financier net SFA / EBITDA) (*)	3,47	5,25

(*) Proforma des acquisitions/cessions de sociétés consolidées au cours des 12 derniers mois

Au 31 mars 2015, les dettes financières brutes s'élèvent à 1 729 millions d'euros, un niveau inférieur à celui du 31 mars 2014 (2 482 millions d'euros). Elles comprennent essentiellement des facilités bancaires en euros dans le cadre du Senior Facilities Agreement « SFA » pour un total de 950 millions d'euros et l'emprunt obligataire en euros de 227 millions d'euros portés par Elior SA et par Elior Participations SCA, ainsi qu'une dette senior en dollars américains pour 144 millions de dollars (134 millions d'euros) portée par THS USA. Les financements par la titrisation de créances commerciales des filiales françaises, italiennes et espagnoles pour un montant de 232 millions d'euros, par le crédit bail pour un montant de 12 millions d'euros et par des concours bancaires portés par Áreas pour un montant de 160 millions d'euros.

Au 31 mars 2015 et pour le semestre écoulé, le taux moyen – y inclus la marge de crédit mais hors effet des couvertures de taux – sur les dettes financières portées par Elior au titre du SFA et du Bond qui constituent la part la plus significative de l'endettement du Groupe est de 3,0% à comparer à 3,8% au premier trimestre de l'exercice.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 159 millions d'euros au 31 mars 2015. La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie, nette des découverts bancaires et des intérêts courus à court terme, s'élève au 31 mars 2015, à 130 millions d'euros.

Au 31 mars 2015, l'endettement net consolidé (selon la définition du SFA) représente 1 586 millions d'euros, soit 3,47 fois l'EBITDA consolidé (proforma des acquisitions et cessions de sociétés consolidées) à comparer à 5,25 fois à la clôture du semestre clos le 31 mars 2014 et à 3,09 fois l'EBITDA au 30 septembre 2014. Ce ratio d'endettement est marqué par la saisonnalité des activités d'Elior qui entraîne une dégradation temporaire du BFR au cours du premier semestre de chaque exercice.

1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU 31 MARS 2015

a. Projet d'acquisition de la participation résiduelle de 38,45 % dans Áreas

Elior a annoncé le 30 avril 2015 avoir signé un protocole d'accord avec Corporacion Empresarial Emesa (« Emesa ») en vue de conclure l'acquisition de la participation minoritaire de 38,45 % détenue par Emesa dans sa filiale espagnole Áreas. Par cet accord Elior porterait sa participation dans Áreas à 100 % et Emesa deviendrait un actionnaire significatif d'Elior.

La transaction comprend un règlement en numéraire de 46 millions d'euros et l'attribution à Emesa de 9 millions d'actions Elior, dont un maximum de 2 millions d'actions existantes. A la conclusion de la transaction, tous les accords existants entre les actionnaires d'Áreas prendraient fin. En conséquence de cet accord, le passif sur acquisition de titres qui figurait au bilan consolidé a été porté d'un montant de 160 millions € au 31 décembre 2014 à un montant de 190 millions € au 31 mars 2015.

b. Versement du dividende Elior le 10 avril 2015

Le dividende de 32,9 millions d'euros portant sur les résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2014, correspondant à un dividende par action de 0,20€, voté par l'assemblée générale annuelle du 10 mars 2015 a été mis en paiement le 10 avril 2015. Il figure dans les autres passifs courants dans le bilan au 31 mars 2015.

c. Cession de 16,4 millions d'actions Elior par des structures d'investissement gérées par Charterhouse Capital Partners et Chequers Partenaires le 7 mai 2015

Le 7 mai 2015, des structures d'investissement gérées par Charterhouse Capital Partners et Chequers Partenaires ont annoncé avoir vendu 16.4 millions d'actions Elior via un placement privé accéléré représentant environ 10% du capital d'Elior. Ces structures détenaient 41,25 % du capital d'Elior à fin mars 2015.

d. Remboursement et refinancement de la dette d'acquisition de THS USA le 22 mai 2015

Afin de procéder au refinancement de la Dette THS, le Groupe a signé le 22 mai 2015 un 6ème amendement au SFA en vue notamment (i) de l'émission par Elior SA d'obligations d'un montant en principal d'environ 100 millions de dollars U.S. dans le cadre d'un placement privé souscrit par un investisseur, (ii) de la mise en place dans le cadre du SFA d'une nouvelle Facility I d'un montant en principal de 50 millions de dollars U.S. et (iii) de la mise en place dans le cadre du SFA d'une nouvelle facilité au titre de la Uncommitted Revolving Facility d'un montant en principal de 150 millions de dollars U.S.

L'émission d'obligations par la Société pour un montant maximum en principal de 100 millions de dollars U.S. sera rémunérée au taux Libor U.S. 6 mois plus une marge de 2,15% par an à sa mise en place qui pourrait être portée à un maximum de 2,60% par an, et dont la maturité sera de 7 ans. Les Obligations ne bénéficieront d'aucune sureté réelle ni sureté ou garantie personnelle.

La nouvelle Facility I aura une même maturité de 5 ans et sera rémunérée au taux Libor U.S dollars plus une marge de 1,70% par an à sa mise en place qui pourra varier en fonction du ratio de levier sans pouvoir excéder 1,95% par an. Elle sera soumise à toutes les autres conditions du SFA.

La nouvelle Revolving Facility, aura une même maturité de 5 ans. En cas d'utilisation, elle sera rémunérée au taux Libor U.S dollars plus une marge de 1,30% par an à sa mise en place qui pourra varier en fonction du ratio de levier et de son taux d'utilisation sans pouvoir excéder 1,95% par an. Elle sera soumise à toutes les autres conditions du SFA.

Ces nouveaux financements permettront notamment le remboursement de la dette sans recours sur Elior contractée par THS en 2013 lors de son acquisition par Elior, laquelle sera remplacée par un financement intragroupe. A compter de ce remboursement, les sociétés du groupe THS seront considérées comme des filiales d'Elior SA au titre du SFA.

Elior SA

Comptes consolidés intermédiaires condensés
Pour les semestres clos les 31 mars 2015 et 2014

Comptes consolidés	20
1. Compte de résultat consolidé et état du résultat global	20
a. Compte de résultat consolidé	20
b. État du résultat global	21
2. Bilan consolidé	22
a. Actif	22
b. Passif	22
3. Tableau de flux de trésorerie consolidés	23
4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	24
Annexe aux comptes consolidés	25
1. Présentation générale	25
2. Base de préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés	25
3. Faits marquants de la période	25
4. Principes comptables	26
5. Nouvelles normes et amendements aux normes	26
6. Recours à des estimations	27
7. Taux de change	28
8. Saisonnalité	28
9. Information sectorielle	29
10. Regroupements d'entreprises	31
11. Autres produits et charges opérationnels non courants	31
12. Impôt sur les résultats	31
13. Dividendes	31
14. Goodwill	32
15. Immobilisations incorporelles	33
16. Immobilisations corporelles	34
17. Emprunts, prêts et charges financières nettes	35
18. Provisions courantes et non courantes	37
19. Transactions avec les parties liées	38
20. Événements postérieurs à la clôture	38

Comptes consolidés

Semestre clos les 31 mars 2015 et 31 mars 2014

1. Compte de résultat consolidé et état du résultat global

a. Compte de résultat consolidé

(En millions €)	Note	Semestre clos le 31 mars 2015 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2014 Non audité
Chiffre d'affaires	9.a	2 822,7	2 671,9
Achats consommés		(866,9)	(808,3)
Charges de personnel		(1 294,3)	(1 241,2)
Autres frais opérationnels		(420,3)	(391,1)
Impôts et taxes (*)		(37,3)	(36,0)
Amortissements et provisions opérationnels courants		(77,7)	(69,7)
Résultat opérationnel courant		126,2	125,5
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées		0,6	0,8
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	9.a	126,7	126,3
Autres produits et charges opérationnels non courants	11	(16,7)	(9,4)
Résultat opérationnel incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		110,0	116,9
Charges financières nettes	17	(43,4)	(79,6)
Produits financiers nets	17	1,2	2,7
Résultat avant impôt		67,9	40,0
Impôt sur les résultats	12	(30,1)	(22,5)
Résultat net		37,7	17,5
Dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		(2,5)	(3,3)
Part revenant au Groupe		40,2	20,8
Résultat net part du Groupe par action (en €)		0,24	0,19
Résultat dilué part du Groupe par action (en €)		0,24	0,19

(*) Pour la période de 6 mois close au 31 mars 2014, y inclus un retraitement de la charge d'« impôts et taxes » autres que l'impôt sur les résultats par rapport à la publication initiale au titre de l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 5. ci après)

b. État du résultat global

(En millions €)	Semestre clos le 31 mars 2015 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2014 Non audité
Résultat net de la période	37,7	17,5
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		
Engagements liés aux avantages au personnel		0,2
Éléments recyclables ultérieurement en résultat		
Instruments financiers	5,4	1,7
Écarts de conversion	(12,6)	(1,0)
Impôt sur les résultats	(1,9)	(0,6)
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	(9,0)	0,3
Résultat global	28,7	17,7
Attribuable aux :		
- Actionnaires de la société mère	28,0	22,0
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	0,7	(4,2)

2. Bilan consolidé

a. Actif

(En millions €)	Note	Au 31 mars 2015 Non audité	Au 30 septembre 2014 Audité	Au 31 mars 2014 Non audité
Goodwill	14	2 374,5	2 360,2	2 357,2
Immobilisations incorporelles	15	305,4	260,2	227,4
Immobilisations corporelles	16	513,6	498,4	498,4
Actifs financiers non courants		32,9	31,8	37,8
Participation dans les entreprises associées		2,4	1,9	6,9
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		0,0	0,0	0,4
Impôts différés actifs		248,0	249,2	219,1
Actifs non courants		3 476,8	3 401,7	3 347,2
Stocks		96,5	94,5	93,8
Clients et autres créances d'exploitation		1 047,5	907,8	1 005,5
Actif d'impôt exigible		24,8	15,8	13,9
Autres actifs courants		59,1	49,0	49,4
Créances financières court terme (*)		6,9	5,9	5,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		158,8	220,2	230,6
Actifs courants		1 393,7	1 293,2	1 398,5
Actif		4 870,5	4 694,9	4 745,7

(*) Inclus dans le calcul de l'endettement financier net

b. Passif

(En millions €)	Note	Au 31 mars 2015 Non audité	Au 30 septembre 2014 Audité	Au 31 mars 2014 Non audité
Capital		1,6	1,6	1,1
Réserves et résultats accumulés		1 250,1	1 280,2	607,2
Participations en donnant pas le contrôle		31,9	45,0	64,0
Total capitaux propres	4	1 283,7	1 326,8	672,3
Emprunts et dettes financières (*)	17	1 616,4	1 498,5	2 366,0
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		20,6	27,3	24,2
Passifs sur acquisitions de titres	20	212,3	178,2	39,1
Impôts différés passifs		55,2	49,9	40,0
Engagements de retraite et avantages au personnel	18	106,3	106,2	97,9
Provisions non courantes	18	14,8	10,5	12,4
Total passif non courant		2 025,6	1 870,5	2 579,5
Fournisseurs et comptes rattachés		671,0	687,0	653,0
Dettes sur immobilisations		20,9	24,6	24,4
Dettes fiscales et sociales		565,4	553,6	549,6
Dette d'impôt sur le résultat		56,1	26,7	20,6
Emprunts et dettes financières (*)	17	112,5	90,0	115,8
Dettes sur acquisition de titres		10,1	8,1	18,9
Provisions courantes	18	68,5	84,8	91,4
Autres passifs courants		56,7	22,9	20,3
Total passif courant		1 561,2	1 497,6	1 494,0
Total passif		3 586,8	3 368,1	4 073,4
Total du passif et des capitaux propres		4 870,5	4 694,9	4 745,7
(*) Inclus dans le calcul de l'endettement financier net		1 583,7	1 389,6	2 269,6
<i>Endettement financier net hors juste valeur des instruments financiers dérivés et frais d'émission d'emprunt</i>		1 586,0	1 380,4	2 273,4

3. Tableau de flux de trésorerie consolidés

(En millions €)	Semestre clos le 31 mars 2015 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2014 Non audité
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat opérationnel courant incluant la QP de résultat des entreprises associées	126,7	126,3
Dotations aux amortissements	74,9	67,3
Dotations aux provisions	2,8	2,4
Excédent brut d'exploitation (EBITDA)	204,4	196,0
Variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité	(121,7)	(86,8)
Intérêts versés	(38,9)	(74,1)
Impôts versés	(9,9)	0,1
Autres flux	(46,8)	(24,0)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	(12,9)	11,3
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(94,6)	(101,3)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4,4	5,7
Acquisitions d'immobilisations financières	(0,7)	(3,0)
Cessions d'immobilisations financières	0,0	0,4
Acquisitions/cessions de sociétés consolidées après déduction du montant de la trésorerie acquise/cédée	(19,3)	(1,8)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(110,1)	(100,0)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Mouvements sur capitaux propres de la mère et sur prêt d'actionnaires	0,2	0,0
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(8,2)	(0,4)
Émissions d'emprunts	1 083,0	186,4
Remboursements d'emprunts	(964,7)	(35,9)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	110,3	150,0
Incidence de la variation des taux de change et autres variations	(45,6)	(2,8)
Variation de la trésorerie nette	(58,3)	58,6
Trésorerie nette à l'ouverture	188,8	130,1
Trésorerie nette à la clôture	130,5	188,7

Les découverts bancaires et les comptes courants détenus à des fins de gestion de la trésorerie sont considérés comme des éléments de trésorerie et sont de fait déduits de la trésorerie dans le tableau de flux nonobstant leur classement en Emprunts et dettes financières courants. Ces éléments constituent la seule différence entre la trésorerie présentée à l'actif du bilan et la trésorerie nette en fin de période, présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En millions €)	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital et autres réserves	Résultats consolidés de la période	Écarts de conversion	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres clôture 30/09/2013 (1)	108 820 358	1,1	570,6	8,7 20,8	6,3	586,6	68,4	655,0
Résultat de la période			0,2			20,8	(3,3)	17,5
Engagements liés aux avantages au personnel			1,1			0,2		0,2
Instruments financiers : variations de juste valeur						1,1	0,0	1,1
Écarts de conversion					(0,1)	(0,1)	(0,9)	(1,0)
Résultat global			1,3	20,8 (8,7)	(0,1)	22,0	(4,2)	17,7
Affectation du résultat de la période précédente			8,7					
Dividendes versés			(0,3)			(0,3)	(0,1)	(0,4)
Autres variations			(0,1)			(0,1)	0,0	(0,1)
Capitaux propres au 31/03/2014	108 820 358	1,1	580,2	20,8	6,2	608,3	64,0	672,3
Capitaux propres clôture 30/09/2014	164 370 556	1,6	1 234,8	47,8 40,2	(2,4)	1 281,8	45,0	1 326,8
Résultat net			3,6			40,2	(2,5)	37,7
Instruments financiers : variations de juste valeur						3,6		3,6
Écarts de conversion					(15,8)	(15,8)	3,2	(12,6)
Résultat global			3,6	40,2 (47,8)	(15,8)	28,0	0,7	28,7
Affectation du résultat de la période précédente			47,8			0,0		0,0
Augmentation de capital	37 050		0,2			0,2		0,2
Dividendes versés			(33,4)			(33,4)	(7,6)	(41,1)
Autres variations (2)			(24,8)			(24,8)	(6,1)	(30,9)
Capitaux propres au 31/03/2015	164 407 606	1,6	1 228,1	40,2 (18,2)	(18,2)	1 251,8	31,9	1 283,7

(1) Y inclus l'impact de l'application IFRIC 21 (cf. note 5. ci après) pour un montant positif de 6,0 millions € avant impôts (4,2 millions € après impôts).

(2) Les autres variations concernent la réévaluation du passif sur acquisition de titres relatif aux 38,45% du capital d'Areas non encore détenus par Elior (voir note 20 a.)

Annexe aux comptes consolidés

1. Présentation générale

Elior SA (anciennement Holding Bercy Investissement SCA) est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé à Paris, 61-69 rue de Bercy. Au 31 mars 2015, ELIOR est détenue à 41,25 % par des structures d'investissement gérées par Charterhouse Capital Partners et Chequers Partenaires, à 20,08 % par la société Bagatelle Investissement et Management « BIM » (détenue à 100 % par Robert Zolade) et à 38,67 % par des investisseurs privés et publics suite à son introduction sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le 11 Juin 2014.

Le groupe Elior est un acteur majeur en Europe de la restauration sous contrat et des services qui y sont associés. Le Groupe opère ses activités de restauration collective & support services et celles de restauration de concessions & travel retail par l'intermédiaire de ses filiales et participations implantées dans 13 pays, principalement dans la zone euro, au Royaume-Uni, en Amérique latine et aux États-Unis.

2. Base de préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés

Les états financiers intermédiaires résumés portant sur le semestre clos au 31 mars 2015 ont été préparés conformément à la norme IAS 34. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2014.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 30 septembre 2014, à l'exception des changements de méthodes comptables décrits (nature et impacts) en Note 5 et résultant de la première application au premier trimestre de nouvelles normes et interprétations.

Ainsi toutes les normes et interprétations d'application obligatoire, ayant déjà été adoptées par l'Union européenne, ont été appliquées dans les états financiers intermédiaires au 31 mars 2015.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration d'Elior le 28 mai 2015.

3. Faits marquants de la période

a. Acquisition et cession de titres consolidés

Le Groupe a procédé à l'acquisition, en octobre 2014, de 100% du capital de la société anglaise Lexington. Lexington réalise un chiffre d'affaires (sur une base 12 mois) de plus de 30 millions £ en restauration collective sur le marché entreprises avec une présence importante chez les entreprises de la City de Londres. L'acquisition a été financée par un investissement en fonds propres de la société Elior UK. Lexington est consolidée en intégration globale sur l'exercice 2014-2015 à compter du 1er octobre 2014.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2013-2014 clos le 31 mars 2014, les variations du périmètre de consolidation du Groupe ont résulté des cessions d'activités opérées en concessions au Maroc et en Argentine et jugées non stratégiques qui ont été cédées en décembre 2013 et qui généraient un chiffre d'affaires d'environ 20 millions d'euros sur une année pleine. Pour les 6 mois clos le 31 mars 2014, ces activités ont contribué au chiffre d'affaires consolidé à hauteur de 2,9 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 0,4 millions d'euros.

b. Renégociation de la dette bancaire syndiquée (5^{ème} amendement)

Le Groupe a procédé le 10 décembre 2014 au refinancement de l'intégralité des lignes de crédit (Term Loans et Revolving) du Contrat de Crédit Senior dans le cadre d'un amendement conclu le 3 décembre 2014. Ce refinancement qui a porté sur un montant total de 950 millions € a permis de réduire significativement le coût de sa dette senior avec une réduction des marges d'intérêts, d'étendre sa maturité jusqu'en 2019 et 2022 (pour une partie de celle-ci) et d'alléger les covenants financiers et extra-financiers. Les commissions versées aux banques lors de cet amendement pour un montant de 14 millions d'euros sont enregistrées au compte de résultat de façon étalée sur la durée des nouvelles lignes de crédit.

4. Principes comptables

Les principes comptables adoptés sont les mêmes que ceux utilisés lors des comptes consolidés du dernier exercice exception faite des éléments exposés ci-après (et du changement de méthode comptable relatif à l'application de l'interprétation IFRIC 21 décrit au paragraphe 5).

Pour les périodes intermédiaires, les impôts sur les résultats, hors Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) mais y compris l'IRAP, sont provisionnés sur la base du taux d'imposition qui devrait s'appliquer au résultat annuel total. La CVAE (qui est incluse dans la charge d'impôts sur les résultats) et la participation des salariés sont provisionnées sur la base de la moitié de la charge annuelle anticipée.

Les engagements de retraite n'ont pas fait l'objet d'évaluations actuarielles dans le cadre des comptes consolidés intermédiaires condensés. La charge de retraite pour les 6 mois clos les 31 mars 2014 et 2015 représente la moitié de la charge calculée pour, respectivement, les exercices complets clos les 30 septembre 2014 et 2015.

5. Nouvelles normes et amendements aux normes

Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} octobre 2014

- L'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 17 juin 2014. Cette interprétation d'IAS 37 précise la date de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes, autres que l'impôt sur le résultat, sur la base de leur fait générateur («triggering event» fiscal) et supprime la possibilité d'en étaler l'enregistrement. Cette interprétation impacte essentiellement les arrêtés comptables intermédiaires d'Elior : sur la base de faits générateurs fiscaux intervenant pour l'essentiel au 1^{er} janvier pour les pays où l'impact d'IFRIC 21 a été reconnu comme étant significatif, le Groupe a retraité en résultat des provisions pour taxes pour un montant de (4,4) millions d'euros (avant impôts) et de (3,1) millions d'euros (après impôts) au 31 mars 2015.

Conformément à IFRIC 21, le changement de méthode a été appliqué rétroactivement et s'est traduit par un impact négatif de (4,5) millions d'euros (avant impôts) et de (3,2) millions d'euros (après impôts) sur le résultat de la période de 6 mois clôturée au 31 mars 2014. L'impact sur les capitaux propres d'ouverture retraités au 30 Septembre 2013 et 2014 est un montant positif de 6,0 millions € avant impôts et 4,2 millions € après impôts.

Ce changement de méthode avait entraîné un impact positif +2,9 millions d'euros (avant impôts) et de +2,0 millions d'euros (après impôts) sur le résultat de la période de 3 mois précédemment clôturée au 31 décembre 2014.

Un impact négatif cumulé de l'ordre de 2 millions d'euros avant impôts (1,5 millions d'euros après impôts) est attendu à la fin du 3^{ème} trimestre de l'exercice en cours. Il sera quasiment égal à celui qui sera enregistré en retraitement des résultats de la période comparable de l'exercice précédent. L'impact cumulé sur l'exercice en cours de l'IFRIC 21 sera quasiment nul.

Les nouvelles normes et interprétations suivantes applicables par le Groupe à compter du 1er octobre 2014 n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés résumés au 31 mars 2015 :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés »,
- IFRS 11 « Partenariats »,
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ainsi que les amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « Dispositions transitoires », qui ont été approuvés par l'Union européenne en décembre 2012,
- la version révisée d'IAS 27 « États financiers individuels »,
- la version révisée d'IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et les coentreprises ».
- amendement à IAS 32 « Compensation d'actifs et de passifs financiers » d'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2014
- amendement à IAS 36 « Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » d'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2014,
- amendement à IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » d'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2014.
-

Les autres normes, amendements aux normes et interprétations qui ont été publiés mais ne sont pas encore d'application obligatoire ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés. Ils sont indiqués ci-après :

- amendement à IFRS 7 « Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers ».

Le Groupe n'a pas appliqué de norme ou d'amendement par anticipation.

6. Recours à des estimations

Pour établir les états financiers intermédiaires du Groupe, des estimations et des hypothèses ont été faites par la direction du Groupe et celle des filiales. Elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et charges de la période.

Ces estimations et appréciations qui sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Lors de l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés, les jugements importants portés par la direction pour l'application des principes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitudes liées aux estimations ont été les mêmes que pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2014, exception faite de la modification des estimations requises pour déterminer la provision pour impôts sur les résultats.

7. Taux de change

Pour les semestres clos les 31 mars 2015 et 2014, les bilans, comptes de résultat et tableaux de flux de trésorerie de certaines filiales dont la devise de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes d'Elior sont convertis aux 31 mars 2015 et 2014 pour le bilan et, sauf fluctuation de change significative, au taux de change moyen de la période clôturée pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les écarts de conversion ont été comptabilisés dans les capitaux propres.

Les taux de change retenus dans les comptes consolidés pour les semestres clos les 31 mars 2015 et 2014 proviennent des cotations à la bourse de Paris :

	au 31 mars 2015		au 31 mars 2014	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
- € / US \$:	1,0731	1,1888	1,3771	1,3659
- € / £ :	0,7243	0,7667	0,8268	0,8346
- € / MXN :	16,38	17,10	17,98	17,93
- € / CLP :	670,15	725,61	755,34	729,36

8. Saisonnalité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant découlant de la majorité de nos activités sont soumis à des fluctuations saisonnières. Durant l'été, le chiffre d'affaires de l'activité restauration de concessions & travel retail augmente généralement de façon marquée ce qui, notamment du fait de l'impact de cette hausse sur l'absorption des frais fixes, entraîne une augmentation plus que proportionnelle du montant du résultat opérationnel courant et du taux de la marge de résultat opérationnel courant en pourcentage du chiffre d'affaires. En revanche, au cours de la même période, le montant du résultat opérationnel courant et le taux de la marge de résultat opérationnel courant en pourcentage du chiffre d'affaires de l'activité restauration collective & support services accusent une baisse plus que proportionnelle en raison d'une diminution des volumes car une part importante des employés et des élèves sont en vacances pendant la période estivale.

À l'échelle du Groupe, ces fluctuations saisonnières n'ont pas eu d'impact sur le chiffre d'affaires publié semestriellement, car ces deux phénomènes se neutralisent entre les deux activités du Groupe. Chaque semestre représente environ 50 % du chiffre d'affaires annuel consolidé, hors incidence des variations de périmètre de consolidation.

En termes de résultat opérationnel courant, l'impact des fluctuations saisonnières se traduit par une hausse du résultat opérationnel comptabilisé durant le second semestre de l'exercice du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires et des marges de l'activité restauration de concessions & travel retail. La part du résultat opérationnel courant comptabilisé au cours des premier et second semestres de chaque exercice représente respectivement 40 % et 60 % environ.

En outre, les variations du nombre de jours ouvrés et les dates de certains jours fériés ou vacances scolaires, ainsi que les changements de périmètre de consolidation ont un impact sur la comparabilité du chiffre d'affaires et la rentabilité de ces deux activités d'une période à l'autre.

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité sont également soumis à des fluctuations saisonnières, qui découlent principalement des variations des besoins en fonds de roulement :

- dans l'activité restauration de concessions & travel retail, les besoins en fonds de roulement sont directement liés au niveau de l'activité, qui est faible durant le premier semestre de chaque exercice et soutenu durant le second semestre ; et
- dans l'activité restauration collective & support services, le montant des créances clients augmente durant le premier semestre de chaque exercice, car le volume de facturation aux clients atteint un pic durant cette période, puis diminue durant le second semestre, qui correspond à une période de creux de l'activité pour ce segment.

9. Information sectorielle

Au 31 mars 2015, le Groupe était structuré en deux activités opérationnelles : « restauration collective & support services » d'une part et « restauration de concessions & travel retail » d'autre part. Au sein de ces activités, les résultats et les actifs employés à long terme sont détaillés par segments opérationnels correspondant aux zones géographiques et de management principales comme suit :

- pour la « restauration collective & support services » : Opérations France et Opérations International ;
- Pour la « restauration de concessions & travel retail » : Opérations Europe : France, Belgique, Allemagne, Italie et Opérations Péninsule Ibérique et Amériques.

L'information sectorielle comporte également un segment opérationnel « sièges, holdings et achats ».

a. Informations relatives au compte de résultat

Les tableaux ci-après présentent le compte de résultat par secteur d'activité détaillé et le chiffre d'affaires du Groupe par activité et par segment opérationnel, par secteur d'activité clients et par zone géographique pour les 6 mois clos les 31 mars 2015 et 2014.

- Compte de résultat par segment opérationnel

Semestre clos le 31 mars 2015 Non audité (En millions €)	restauration collective et support services			restauration de concessions & travel retail			sièges, holdings et sociétés d'achats	Total Groupe Elior
	France	International	Total	France, Allemagne, Italie et Belgique	Péninsule Ibérique et Amériques	Total		
Chiffre d'Affaires	1 124,1	979,4	2 103,5	432,5	286,6	719,2	0,0	2 822,7
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	86,4	57,1	143,4	(3,5)	(8,3)	(11,8)	(4,9)	126,7
Résultat opérationnel courant en % du CA	7,7%	5,8%	6,8%	(0,8)%	(2,9)%	(1,6)%	(0,2)%	4,5%
Autres produits opérationnels non courants	0,1	(4,9)	(4,8)	0,0	(0,2)	(0,2)	(11,7)	(16,7)
Résultat opérationnel	86,4	52,2	138,6	(3,5)	(8,5)	(12,0)	(16,6)	110,0
Résultat Financier								(42,2)
Impôt sur les résultats								(30,1)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle								(2,5)
Part du résultat revenant au Groupe								40,2
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(17,5)	(14,6)	(32,1)	(22,6)	(19,1)	(41,7)	(1,0)	(74,9)
Autres charges sans impact en trésorerie	(1,7)	(2,5)	(4,1)	0,4	0,7	1,1	0,2	(2,8)
EBITDA	105,5	74,2	179,7	18,7	10,0	28,7	(4,0)	204,4

Semestre clos le 31 mars 2014 Non audité (En millions €)	restauration collective et support services			restauration de concessions & travel retail			sièges, holdings et sociétés d'achats	Total Groupe Elior
	France	International	Total	France, Allemagne, Italie et Belgique	Péninsule Ibérique et Amériques	Total		
Chiffre d'Affaires	1 113,1	877,3	1 990,3	412,5	269,0	681,5	0,0	2 671,9
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	86,4	54,6	141,0	(3,4)	(6,3)	(9,7)	(4,9)	126,3
Résultat opérationnel courant en % du CA	7,8%	6,2%	7,1%	(0,8)%	(2,4)%	(1,4)%	(0,2)%	4,7%
Autres produits opérationnels non courants	(0,2)	(2,7)	(3,0)	(0,7)	(2,5)	(3,3)	(3,2)	(9,4)
Résultat opérationnel	86,2	51,9	138,0	(4,1)	(8,8)	(13,0)	(8,1)	116,9
Résultat Financier								(76,9)
Impôts sur les résultats								(22,5)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle								(3,3)
Part du résultat revenant au Groupe								20,8
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(16,6)	(13,7)	(30,3)	(19,8)	(16,5)	(36,2)	(0,8)	(67,3)
Autres charges sans impact en trésorerie	(1,8)	(0,9)	(2,7)	0,5	(0,3)	0,2	0,1	(2,4)
EBITDA	104,7	69,2	173,9	15,9	10,4	26,3	(4,2)	196,0

- Chiffre d'affaires par secteur opérationnel et secteur d'activité des clients

(En millions €)	Semestre clos le 31 mars 2015 Non audité	Part du CA total en %	Semestre clos le 31 mars 2014 Non audité	Part du CA total en %	Variation / N-1	Variation en %
restauration collective & support services						
entreprises	947,1	33,6%	876,5	32,8%	70,6	8,1%
enseignement	624,7	22,1%	613,0	22,9%	11,7	1,9%
santé	531,7	18,8%	500,9	18,7%	30,8	6,1%
Sous-total restauration collective & support services	2 103,5	74,5%	1 990,3	74,5%	113,2	5,7%
restauration de concessions & travel retail						
aéroports	291,2	10,3%	268,4	10,0%	22,8	8,5%
autoroutes	248,4	8,8%	232,0	8,7%	16,4	7,1%
ville & loisirs	179,6	6,4%	181,1	6,8%	(1,5)	(0,8)%
Sous-total restauration de concessions & travel retail	719,2	25,5%	681,5	25,5%	37,7	5,5%
Total	2 822,7	100,0%	2 671,9	100,0%	150,8	5,6%

- Chiffre d'affaires par secteur géographique

(En millions €)	Semestre clos le 31 mars 2015 Non audité	Part du CA total en %	Semestre clos le 31 mars 2014 Non audité	Part du CA total en %	Variation / N-1	Variation en %
France	1 437,1	50,9%	1 425,2	53,3%	11,9	0,8%
Europe hors France	1 039,6	36,8%	956,5	35,8%	83,1	8,7%
Reste du monde	346,0	12,3%	290,2	10,9%	55,8	19,2%
Total	2 822,7	100,0%	2 671,9	100,0%	150,8	5,6%

La définition des secteurs clients et les règles d'évaluation du résultat des secteurs n'ont pas changé par rapport aux derniers comptes annuels.

b. Informations relatives aux actifs sectoriels non courants

(En millions €)	restauration collective et support services			restauration de concessions & travel retail			sièges, holdings et sociétés d'achats	Total Groupe Elior
Semestre clos le 31 mars 2015 Non audité	France	International	Total	France, Allemagne, Italie et Belgique	Péninsule Ibérique et Amériques	Total		
Chiffre d'affaires de l'activité	1 124,1	979,4	2 103,5	432,5	286,6	719,2	0,0	2 822,7
Actifs non courants	1 189,3	834,2	2 023,5	705,1	442,5	1 147,6	22,4	3 193,5

(En millions €)	restauration collective et support services			restauration de concessions & travel retail			sièges, holdings et sociétés d'achats	Total Groupe Elior
Semestre clos le 31 mars 2014 Non audité	France	International	Total	France, Allemagne, Italie et Belgique	Péninsule Ibérique et Amériques	Total		
Chiffre d'affaires de l'activité	1 113,1	877,3	1 990,3	412,5	269,0	681,5	0,0	2 671,9
Actifs non courants	1 186,0	775,4	1 961,4	695,6	406,0	1 101,5	20,1	3 083,0

10. Regroupements d'entreprises

En octobre 2014, le Groupe a acquis le plein contrôle de la société Lexington, opérateur de la restauration collective établi au Royaume Uni. Le chiffre d'affaires de Lexington, particulièrement actif dans les secteurs entreprises dans la City de Londres avoisine 30 millions de livres sterling.

L'acquisition a été réalisée par la société Elior UK et financée sur la trésorerie du Groupe.

Lexington a été consolidée par intégration globale à partir du 1er octobre 2014 entraînant l'enregistrement d'un goodwill pour un montant de 13,2 millions d'euros après affectation du prix payé aux actifs et passifs identifiables (marque et relations clients) pour un montant de 11,1 millions €.

Pour les 6 mois clos le 31 mars 2015, Lexington a contribué au chiffre d'affaires consolidé à hauteur de 24,8 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 1,5 millions d'euros.

11. Autres produits et charges opérationnels non courants

Ce poste a représenté une charge nette de 16,7 millions d'euros pour les 6 mois clos le 31 mars 2015, notamment en raison (i) de l'amortissement des actifs incorporels (marque et relations clients) comptabilisés au titre de la consolidation initiale de THS aux États-Unis et de Lexington au Royaume Uni pour un montant total de 4,1 millions d'euros dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition, (ii) du passage en perte de la quote-part des frais d'émission précédemment capitalisés et non amortis pour un montant de 8,6 millions d'euros correspondant aux montants remboursés au titre du SFA, suite au refinancement de la dette senior du Groupe réalisé au mois de décembre 2014 et (iii) de l'enregistrement d'une provision pour restructuration pour 3,0 millions d'euros.

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe ont représenté une charge nette de 9,4 millions d'euros pour les 6 mois clos le 31 mars 2014 et correspondaient principalement à (i) la charge d'amortissement sur la période de 6 mois des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition de THS (relations clients) pour un montant de 2,7 millions d'euros (ii) la perte comptabilisée dans le cadre de la cession de l'activité de concession en Argentine et au Maroc pour un montant de 2,5 millions d'euros, ainsi que la charge d'escompte sur la cession de la créance de CICE 2013 intervenue en Mars 2014 et des charges et honoraires engagés au titre des travaux d'introductions en bourse.

12. Impôt sur les résultats

La charge nette d'impôts hors CVAE est comptabilisée sur la base de l'estimation faite par le management du taux d'imposition annuel moyen pondéré anticipée pour l'exercice complet. Le taux d'imposition annuel moyen utilisé pour l'exercice clos le 30 septembre 2015 est de 30 %. Le taux d'imposition utilisé pour les 6 mois clos le 31 mars 2014 était de 30%.

La CVAE est provisionnée à hauteur de la moitié de la charge annuelle estimée. La charge estimée pour les 6 mois clos le 31 mars 2015 s'élève à 15,3 millions d'euros (14,6 millions d'euros pour les 6 mois clos le 31 mars 2014).

13. Dividendes

Le dividende de 32,9 millions d'euros portant sur les résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2014 voté par l'assemblée générale annuelle du 10 mars 2015 a été mis en paiement le 10 avril 2015. Il figure au passif du bilan dans les autres passifs courants dans le bilan au 31 mars 2015.

Aucun dividende lié à l'exercice clos le 30 septembre 2013 n'avait été voté ou versé par Elior (anciennement HBI) durant le semestre clos le 31 mars 2014.

14. Goodwill

(En millions €)	Montant au 31 mars 2015	Montant au 30 septembre 2014	Montant au 31 mars 2014	Montant au 30 septembre 2013
Elior Entreprises	574,7	574,7	574,7	574,7
Autres France (Enseignement, Santé et Services)	499,5	499,5	499,5	499,5
Opérations France	1 074,2	1 074,2	1 074,2	1 074,2
Opérations International	610,8	596,3	596,2	650,7
restauration collective et support services	1 685,0	1 670,5	1 670,3	1 724,8
Opérations France	423,2	423,2	423,2	423,2
Autres pays	86,8	86,8	83,7	83,7
France, Belgique, Allemagne et Italie	510,0	510,0	506,9	506,9
Péninsule Ibérique et Amériques	179,5	179,7	180,0	179,9
restauration de concessions et travel retail	689,5	689,7	686,9	686,8
Total Groupe	2 374,5	2 360,2	2 357,2	2 411,6

Aucune perte de valeur relative aux goodwill n'a été comptabilisée pour les deux périodes intermédiaires présentées.

L'augmentation du goodwill au 31 mars 2015 comparativement au 30 septembre 2014 correspond essentiellement au goodwill lié à l'acquisition de Lexington au Royaume Uni intervenue au 1er octobre 2014 pour un montant de 13,2 millions € après affectation provisoire du prix d'acquisition à des immobilisations incorporelles identifiables, marque et relations clients pour un montant total de 11,1 millions €.

La baisse du goodwill au 31 mars 2014 comparativement au 30 septembre 2013 correspond à des variations de la valeur du goodwill de THS aux États-Unis, liées à l'affectation du prix d'acquisition, durant laquelle un montant de 78,7 millions d'euros a été affecté à des immobilisations incorporelles identifiables (relations clients) sur la base d'une évaluation réalisée par un expert externe. Cette immobilisation incorporelle est amortie au compte de résultat sur une période de 15 ans. La variation du goodwill correspondant à cette affectation, effectuée pour le montant net de l'effet d'impôt différé passif comptabilisé, s'élève à 54,5 millions d'euros.

15. Immobilisations incorporelles

(En millions €)	Montant au 30/09/2014	Augmentation	Diminution	Autres variations (2)	Montant au 31/03/2015
Droits à concession	163,6	5,6	0,0	12,8	182,0
Actifs exploités en concession (1)	36,3	0,0	0,0	0,0	36,3
Marques	34,3	0,1	(0,0)	4,7	39,2
Logiciels	97,1	3,2	(0,6)	6,6	106,2
Avances et acomptes sur immobilisations	13,8	4,2	(0,1)	(3,5)	14,4
Autres	107,9	6,9	(0,0)	23,4	138,2
Immobilisations incorporelles brutes	453,0	20,1	(0,7)	44,0	516,4
Droits à concession	(42,0)	(3,9)	0,0	(1,8)	(47,6)
Actifs exploités en concession (1)	(36,9)	(0,0)	0,0	0,0	(36,9)
Marques	(11,0)	(0,6)	0,0	(0,3)	(11,9)
Logiciels	(76,0)	(4,6)	0,5	(0,5)	(80,6)
Autres	(26,9)	(4,5)	0,0	(2,5)	(34,0)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(192,8)	(13,6)	0,5	(5,1)	(211,0)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	260,2	6,5	(0,2)	38,9	305,4

(1) Actifs issus du retraitement des locations financières tripartites relatives aux équipements de cuisines centrales en Enseignement.

(2) Les « Autres variations » concernent essentiellement des écarts de conversion en relation avec la variation du cours du \$ contre l'euro et l'acquisition de Lexington.

(En millions €)	Montant au 30/09/2013	Augmentation	Diminution	Autres variations (2)	Montant au 31/03/2014
Droits à concession	102,0	8,9	(0,9)	11,8	121,8
Actifs exploités en concession (1)	36,3	0,0	0,0	0,0	36,3
Marques	33,8	0,1	(0,0)	(0,1)	33,8
Logiciels	90,8	2,1	(0,3)	1,1	93,7
Avances et acomptes sur immobilisations	26,2	8,7	0,0	(15,5)	19,3
Autres	19,8	0,1	(0,1)	80,3	100,1
Immobilisations incorporelles brutes	308,8	20,0	(1,2)	77,6	405,1
Droits à concession	(37,3)	(2,2)	0,3	5,2	(34,1)
Actifs exploités en concession (1)	(36,2)	(0,4)	0,0	(0,0)	(36,6)
Marques	(9,8)	(0,6)	0,0	0,0	(10,3)
Logiciels	(69,3)	(4,2)	0,3	(0,0)	(73,3)
Autres	(12,7)	(3,0)	0,1	(7,8)	(23,4)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(165,3)	(10,4)	0,6	(2,5)	(177,6)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	143,4	9,6	(0,6)	75,0	227,4

(1) Actifs issus du retraitement des locations financières tripartites relatives aux équipements de cuisines centrales en Enseignement.

(2) Les « Autres variations » correspondent principalement à l'affectation finale du prix d'acquisition liée à THS USA et aux ajustements de juste valeur au titre des immobilisations incorporelles identifiables (relations clients).

Immobilisations corporelles

(En millions €)	Montant au 30/09/2014	Augmentation	Diminution	Autres variations	Montant au 31/03/2015
Terrains	3,7	0,0	0,0	0,1	3,8
Constructions	161,7	1,9	(1,2)	3,5	165,9
Installations techniques	770,9	35,2	(18,1)	8,3	796,2
Autres immobilisations corporelles	493,5	21,7	(16,2)	15,8	514,9
Immobilisations corporelles en cours	14,7	13,4	(1,9)	(4,0)	22,2
Avances et acomptes sur immobilisations	2,3	0,6	(0,3)	(1,6)	1,0
Immobilisations corporelles brutes	1 446,8	72,8	(37,7)	22,1	1 503,9
Constructions	(93,7)	(5,2)	1,1	(0,2)	(98,0)
Installations techniques	(530,9)	(36,5)	18,2	(3,4)	(552,6)
Autres immobilisations corporelles	(323,8)	(26,6)	17,1	(6,3)	(339,7)
Amortissements des immobilisations corporelles	(948,5)	(68,3)	36,4	(9,9)	(990,3)
Valeur nette des immobilisations corporelles	498,4	4,4	(1,3)	12,1	513,6

(En millions €)	Montant au 30/09/2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	Montant au 31/03/2014
Terrains	3,2	0,0	(0,1)	(0,0)	3,1
Constructions	151,0	4,0	(0,2)	0,1	154,9
Installations techniques	765,1	41,0	(42,9)	(5,0)	758,2
Autres immobilisations corporelles	456,2	17,3	(10,4)	3,6	466,8
Immobilisations corporelles en cours	22,6	12,8	(0,4)	(8,6)	26,3
Avances et acomptes sur immobilisations	2,5	1,0	(0,1)	(1,7)	1,7
Immobilisations corporelles brutes	1 400,6	76,1	(54,1)	(11,5)	1 411,0
Constructions	(85,1)	(4,8)	0,3	0,0	(89,6)
Installations techniques	(528,4)	(34,8)	41,8	5,9	(515,4)
Autres immobilisations corporelles	(297,6)	(22,8)	11,0	1,8	(307,6)
Amortissements des immobilisations corporelles	(911,1)	(62,4)	53,2	7,7	(912,6)
Valeur nette des immobilisations corporelles	489,5	13,6	(0,9)	(3,8)	498,4

16. Emprunts, prêts et charges financières nettes

La dette du Groupe est analysée ci-après :

(En millions €)	Devise d'émission	Montant au	Montant au
		31/03/2015	30/09/2014
Découverts bancaires	€	18,8	17,8
Autres dettes financières (y inclus portion courante des engagements de crédit bail)	€ / \$	93,6	72,1
Sous-total des dettes financières courantes		112,5	90,0
Dette bancaire syndiquée (y compris THS)	€ / \$	1 065,5	1 059,4
Autres dettes moyen et long terme	€	224,6	224,3
Titrisation de créances commerciales et affacturage	€	230,7	173,8
Autres dettes financières (y inclus engagements de crédit bail)	€	95,6	41,0
Sous-total des dettes financières non courantes		1 616,4	1 498,5
Total dettes financières		1 728,8	1 588,5

La nouvelle dette financière SFA faisant suite au 5^{ème} amendement mis en place le 10 décembre 2014 est composée de :

- pour Elior SA (anciennement HBI), une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2015 de 200 millions d'euros amortissable en décembre 2019 pour un encours de 168 millions d'euros et en décembre 2022 pour un encours de 32 millions d'euros. Le coût de cette dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 1,9% pour un encours de 168 millions d'euros et de 2,75% pour un encours de 32 millions d'euros. S'y ajoute une ligne de crédit revolving de 300 millions d'euros (utilisable par Elior Participations ou par Elior) à taux variable Euribor plus une marge standard de 1,50%, à échéance en décembre 2019. En cas de non utilisation, elle fait l'objet d'une commission de confirmation qui est une fraction de cette marge. Au 31 mars 2015, cette ligne n'était pas utilisée par Elior ;
- pour Elior Participations SCA (anciennement Elior SCA), une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2015 de 750 millions d'euros amortissable en décembre 2019 pour un encours de 632 millions d'euros et en décembre 2022 pour un encours de 118 millions d'euros. Le coût de cette dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 1,9% pour un encours de 632 millions d'euros et de 2,75% pour un encours de 118 millions d'euros.

(En millions €)	Devise d'émission	Montant au	Montant au
		31/03/2014	30/09/2013
Découverts bancaires	€ / \$	21,2	30,6
Autres dettes financières (y inclus portion courante des engagements de crédit bail)	€	94,6	105,5
Sous-total des dettes financières courantes		115,8	136,1
Dette bancaire syndiquée (y compris THS)	€ / \$	1 661,5	1 666,7
Autres dettes moyen et long terme	€	344,7	344,2
Titrisation de créances commerciales et affacturage	€	298,5	180,3
Autres dettes financières (y inclus engagements de crédit bail)	€	61,2	49,6
Sous-total des dettes financières non courantes		2 366,0	2 240,8
Total dettes financières		2 481,7	2 376,9

(1) Le coût amorti de la dette bancaire est établi après prise en compte des commissions liées au refinancement de la dette du Groupe (Amend & Extend du SFA et émission obligataire d'Elior Finance & Co), pour un montant net de 22,9 millions d'euros au 31 mars 2015 et de 27,5 millions d'euros au 31 mars 2014.

Le résultat financier net de la période de 6 mois close le 31 mars 2015 fait apparaître une charge nette de 42,2 millions d'euros, contre 76,9 millions d'euros pour la période de 6 mois close le 31 mars 2014, analysée comme suit :

(En millions €)	Semestre clos le 31 mars 2015	Semestre clos le 31 mars 2014
Charge d'intérêt sur endettement financier	(40,1)	(75,2)
Produits d'intérêt sur placements court terme	1,2	1,1
Autres charges et produits financiers (1)	(2,4)	(1,6)
Actualisation des engagements postérieurs à l'emploi (2)	(0,9)	(1,2)
Charges et produits financiers nets	(42,2)	(76,9)

(1) Dont :

- Mise à la juste valeur par résultat des instruments de couverture de taux	(0,1)	(1,0)
- Résultat de cession et mouvement sur provision pour dépréciation sur titres non consolidés	(0,0)	0,8
- Amortissement des frais d'émission des emprunts	(2,3)	(2,2)
- Gain / perte de change net(te)	(0,0)	0,8

(2) Ce montant concerne les charges liées à l'actualisation des engagements de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi (IDR, pensions).

Les charges financières nettes du Groupe ont diminué principalement du fait de la réduction de l'endettement consécutive au remboursement de la dette intervenue postérieurement à l'introduction en bourse d'Elior ainsi que du fait de la baisse des marges sur taux d'intérêts obtenue dans le cadre des amendements au Contrat de Crédit Senior.

L'échéancier de l'endettement du Groupe est présenté ci-dessous :

(En millions €)	Montant au 31/03/2015		Montant au 30/09/2014	
	Dette courante	Dette non courante	Dette courante	Dette non courante
Dettes bancaires				
Emprunts moyen terme - Elior SA (anciennement HBI SCA)		200,0		200,1
Emprunts moyen terme - Elior Participations SA et THS		883,9		872,2
Autres dettes bancaires moyen et long terme		82,7		28,2
Sous-total dettes bancaires	0,0	1 166,6	0,0	1 100,5
Autres dettes				
Elior Finance & Co SCA - obligations senior garanties, échéance mai 2020, taux 6,5 %		227,5		227,5
Crédit-bail	4,1	12,4	4,0	12,3
Emprunts et dettes financières diverses (1)	80,0	232,8	54,5	176,3
Découverts bancaires (2)	18,8		17,8	
Comptes courants (2)	0,2		0,0	
Intérêts courus sur emprunts (2)	9,3		13,6	
Sous-total autres dettes	112,5	472,7	90,0	416,1
Total dettes financières	112,5	1 639,3	90,0	1 516,6

(1) Y inclus dette résultant du programme de titrisation des créances commerciales.

(2) Dette considérée comme un passif de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie.

(En millions €)	Montant au 31/03/2014		Montant au 30/09/2013	
	Dette courante	Dette non courante	Dette courante	Dette non courante
Dettes bancaires				
Emprunts moyen terme - Elior SA (anciennement HBI SCA)		405,1		405,1
Emprunts moyen terme - Elior Participations SA et THS		1 276,9		1 278,9
Autres dettes bancaires moyen et long terme		48,2		37,0
Sous-total dettes bancaires	0,0	1 730,2	0,0	1 721,0
Autres dettes				
Elior Finance & Co SCA - obligations senior garanties, échéance mai 2020, taux 6,5 %		350,0		350,0
Crédit-bail	4,5	12,4	4,6	11,6
Emprunts et dettes financières diverses (1)	69,3	300,9	51,5	181,3
Découverts bancaires (2)	21,2		30,6	
Comptes courants (2)	0,7		1,1	
Intérêts courus sur emprunts (2)	20,1		48,3	
Sous-total autres dettes	115,8	663,3	136,1	542,9
Total dettes financières	115,8	2 393,5	136,1	2 263,9

(1) Y compris les passifs entrant dans le cadre du titrisation de créances.

(2) Dette considérée comme un passif de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie.

Les emprunts bancaires moyen et long terme souscrits par Elior SA et Elior Participations SA sont assortis de clauses influant sur leur exigibilité anticipée, et relatives au respect de ratios financiers calculés au niveau consolidé d'Elior pour être vérifiés lors des clôtures semestrielles et annuelles. Ces ratios sont respectés aux 31 mars 2015 et 2014.

17. Provisions courantes et non courantes

(En millions €)	Montant au 31/03/2015		Montant au 30/09/2014	
Risques commerciaux		2,8		2,6
Provision pour litiges fiscaux et sociaux		28,4		29,0
Provision pour réorganisation		6,8		18,1
Engagements liés au personnel		10,1		9,5
Autres provisions		20,5		25,4
Provisions courantes	68,5		84,8	
Engagements liés au personnel		106,3		106,2
Non-renouvellement des concessions		8,6		7,9
Autres provisions		6,1		2,6
Provisions non courantes		121,1		116,6
Total		189,6		201,4

(En millions €)	Montant au 31/03/2014	Montant au 30/09/2013
Risques commerciaux	8,6	8,6
Provision pour litiges fiscaux et sociaux	40,5	41,1
Provision pour réorganisation	13,7	21,1
Engagements liés au personnel	8,9	8,7
Autres provisions	19,8	21,8
Provisions courantes	91,4	101,3
Engagements liés au personnel	97,9	97,6
Non-renouvellement des concessions	8,1	8,4
Autres provisions	4,3	5,1
Provisions non courantes	110,2	111,1
Total	201,7	212,4

18. Transactions avec les parties liées

SOFIBIM, société contrôlée par Robert Zolade, administrateur de la société représentée par Gilles Cojan, a conclu avec Elior, le 7 novembre 2014, un contrat de conseil et de prestations de services d'une durée d'une année, afin de conseiller la Société et de l'appuyer en matière de croissance externe et/ou de partenariats en contrepartie d'une rémunération annuelle de 160 000 euros. La rémunération facturée par SOFIBIM au cours du trimestre clos le 31 mars 2015 s'est élevée à 80 000 euros.

Il n'y a pas d'autres charges ou avantages économiques relatives à / détenus par les dirigeants sociaux d'Elior que ceux décrits ci-dessus.

19. Événements postérieurs à la clôture

c. Projet d'acquisition de la participation résiduelle de 38,45 % dans Areas

Elior a annoncé le 30 avril 2015 avoir signé un protocole d'accord avec Corporacion Empresarial Emesa (« Emesa ») en vue de conclure l'acquisition de la participation minoritaire de 38,45 % détenue par Emesa dans sa filiale espagnole Areas. Par cet accord Elior porterait sa participation dans Areas à 100 % et Emesa deviendrait un actionnaire significatif d'Elior.

La transaction comprend un règlement en numéraire de 46 millions d'euros et l'attribution à Emesa de 9 millions d'actions Elior, dont un maximum de 2 millions d'actions existantes. A la conclusion de la transaction, tous les accords existants entre les actionnaires d'Areas prendraient fin. En conséquence de cet accord, le passif sur acquisition de titres qui figurait au bilan consolidé a été porté d'un montant de 160 millions € au 31 décembre 2014 à un montant de 190 millions € au 31 mars 2015.

d. Versement du dividende Elior le 10 avril 2015

Le dividende de 32,9 millions d'euros portant sur les résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2014, correspondant à un dividende par action de 0,20€, voté par l'assemblée générale annuelle du 10 mars 2015 a été mis en paiement le 10 avril 2015. Il figure dans les autres passifs courants dans le bilan au 31 mars 2015.

c. Cession de 16,4 millions d'actions Elior par des structures d'investissement gérées par Charterhouse Capital Partners et Chequers Partenaires le 7 mai 2015

Le 7 mai 2015, des structures d'investissement gérées par Charterhouse Capital Partners et Chequers Partenaires ont annoncé avoir vendu 16,4 millions d'actions Elior via un placement privé accéléré représentant environ 10% du capital d'Elior. Ces structures détenaient 41,25 % du capital d'Elior à fin mars 2015.

e. Remboursement et refinancement de la dette d'acquisition de THS USA le 22 mai 2015

Afin de procéder au refinancement de la Dette THS, le Groupe a signé le 22 mai 2015 un 6ème amendement au SFA en vue notamment (i) de l'émission par Elior SA d'obligations d'un montant en principal d'environ 100 millions de dollars U.S. dans le cadre d'un placement privé souscrit par un investisseur, (ii) de la mise en place dans le cadre du SFA d'une nouvelle Facility I d'un montant en principal de 50 millions de dollars U.S. et (iii) de la mise en place dans le cadre du SFA d'une nouvelle facilité au titre de la Uncommitted Revolving Facility d'un montant en principal de 150 millions de dollars U.S.

L'émission d'obligations par la Société pour un montant maximum en principal de 100 millions de dollars U.S. sera rémunérée au taux Libor U.S. 6 mois plus une marge de 2,15% par an à sa mise en place qui pourrait être portée à un maximum de 2,60% par an, et dont la maturité sera de 7 ans. Les Obligations ne bénéficieront d'aucune sureté réelle ni sureté ou garantie personnelle.

La nouvelle Facility I aura une même maturité de 5 ans et sera rémunérée au taux Libor U.S dollars plus une marge de 1,70% par an à sa mise en place qui pourra varier en fonction du ratio de levier sans pouvoir excéder 1,95% par an. Elle sera soumise à toutes les autres conditions du SFA.

La nouvelle Revolving Facility, aura une même maturité de 5 ans. En cas d'utilisation, elle sera rémunérée au taux Libor U.S dollars plus une marge de 1,30% par an à sa mise en place qui pourra varier en fonction du ratio de levier et de son taux d'utilisation sans pouvoir excéder 1,95% par an. Elle sera soumise à toutes les autres conditions du SFA.

Ces nouveaux financements permettront notamment le remboursement de la dette sans recours sur Elior contractée par THS en 2013 lors de son acquisition par Elior, laquelle sera remplacée par un financement intragroupe. A compter de ce remboursement, les sociétés du groupe THS seront considérées comme des filiales d'Elior SA au titre du SFA.

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le premier semestre de l'exercice 2014-2015 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle et sincère du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'Elior et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 29 mai 2015

Le Président-directeur général

Philippe Salle

Elior

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit IS
Immeuble Le Palatin
3, cours du triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015)

Elior
61-69, rue de Bercy
75012 Paris

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Elior, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen

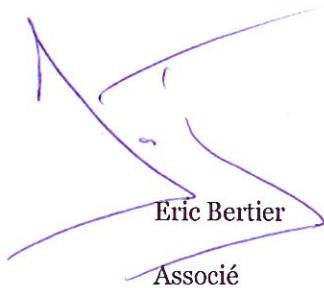
limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 29 mai 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

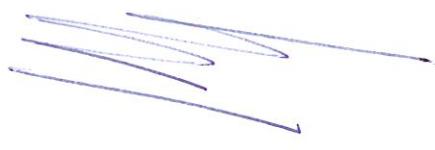
KPMG Audit IS



Eric Bertier
Associé



Anne-Laure Camus-Julienne
Associée



François Caubrière
Asssocié